

Affirmons nos priorités :

- Retrait immédiat des projets PECRESSE (statut «EC» et formation) & abrogation de la loi LRU.
- Restitution des postes sacrifiés au budget 2009.
- Titularisation des personnels précaires
- Réengagement massif de l'Etat dans l'université
- Embauche massive de personnels enseignants et IATOS à la hauteur des besoins réels
- Pour le maintien du cadre national des diplômes, non à la déqualification des enseignements (rapport Jolion)
- Pour un réel statut du doctorant, non au projet de contrat doctoral actuel avec salaire négocié.

- Pour la refonte des aides sociales étudiantes, contre la précarisation des conditions d'étude.

Les luttes sociales ont construit nos droits, vos résignations les détruiront...

Parce que c'est notre avenir qui est en jeu.

Luttons !!!

**MANIF LES 12/16
FÉVRIER
14H30 PORTE DE PARIS**

Contact: contactlille@sud-etudiant.org
Infos: (local) <http://www.sud-etudiant.org/lille>
(fédéral) <http://www.sud-etudiant.org>
Lille 1: MDE/C1 (tel) 06 98 65 99 26
Lille 2 (tel): 84 rue de Cambrai
(tel) 06 50 46 18 02
Lille 3: bât. A, salle A4 213 (tel) 06 72 66 46 08

Mouvement en France et dans la région...

La coordination nationale Universitaire s'est réunie le 2 février et a maintenu les mots d'ordre de grève générale et de retrait sans conditions des deux réformes. Les manifestations du jeudi 5 ont réunies 65 000 étudiants et personnels. Des AG étudiante ou unitaire se multiplient et se massifient autour du refus de la privatisation de l'Université et de la recherche.

A Lille, les universités de Lille 1 et 2 sont en grève active, tandis que la rétention des notes est un fait global des universités lilloises et 1500 personnes ont défilé jeudi dans les rues de Lille.

SUD étudiant-e Lille appelle l'ensemble de la communauté universitaire à se réunir en Assemblée générale unitaire afin de construire un mouvement massif de résistance sur des bases démocratiques



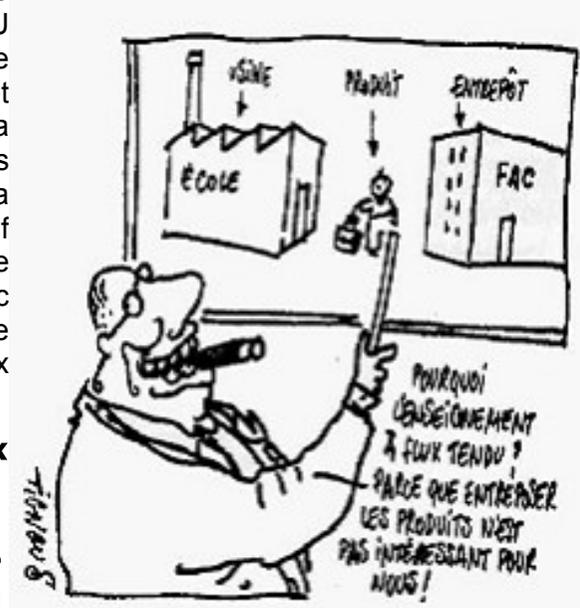
**CONSOLIDONS,
ÉLARGISSONS
TOUJOURS ET
ENCORE LA
MOBILISATION !**

Après la journée historique de grève et de manifestations du jeudi 29 janvier pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et la défense des Services publics, **étudiant-es et personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, continuons à construire un front uni pour la défense de l'Université et de la recherche.**

Partie du refus de la modification du statut des Enseignants-chercheurs (EC), ainsi que de la mise en place de la «mastérisation» du recrutement et de la formation des futurs enseignants, la liste des revendications s'est rapidement élargie à l'ensemble de la politique menée par ce Gouvernement à l'encontre de notre secteur d'activité.

Preuve en est qu'il ne s'agit pas là uniquement de revendications sectorielles ou catégorielles. Chacun-e de nous est désormais pleinement conscient-e des ravages de la concurrence généralisée instaurée par la loi LRU et le "Pacte" recherche. Au-delà de la dérèglementation des statuts et des rémunérations, de la dégradation généralisée des conditions de travail et d'étude, de la dévaluation des formations, l'objectif de ce Gouvernement est bien de casser notre Service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche afin de le céder aux intérêts marchands.

Nous dénonçons donc ces deux projets qui s'inscrivent dans la logique de privatisation de l'enseignement supérieur et de la recherche qui s'est accélérée depuis la LRU.



Union syndicale
Solidaires

Toutes les organisations syndicales, associatives, étudiantes et personnels doivent travailler dans l'unité et sur le même pied d'égalité. Le rôle des organisations étudiantes ne doit pas être de jouer les médiateurs entre le mouvement enseignant et les étudiants. Il n'est pas question de maintenir une unité de façade entre organisations de personnels et organisations étudiantes, mais de réaliser cette unité en profondeur dans des cadres démocratiques et collectifs.

La situation actuelle montre bien que seule une réponse de l'ensemble de la communauté universitaire peut mettre un coup d'arrêt à la politique gouvernementale de démantèlement de l'enseignement supérieur et de la recherche

Casse du statut des enseignants chercheurs ou une application directe de la LRU

Le projet de réforme du décret de 1984 représente pour nous une des applications concrètes de la LRU contre laquelle nous nous sommes fermement opposés l'année dernière. L'adaptation du métier d'enseignant chercheur aux nouvelles missions de l'université et la mainmise locale sur la carrière des enseignants sont en totale inadéquation avec un statut national de fonctionnaire d'une université publique. Cette « réforme » est à rattacher à la casse globale de la fonction publique. Ainsi, n'oublions pas que la privatisation de la poste, qui représente à l'heure actuelle une des luttes du mouvement social, a commencé par la disparition des salariés au début des années 2000.

Nous devons dès maintenant nous unir et ne pas nous replier sur nos mots d'ordre propres. Si les étudiants se déclarent solidaires des personnels et de leurs revendications, il est aussi nécessaire que les personnels se solidarisent avec les revendications des étudiants contre la déqualification des diplômes: la mastérisation des concours de l'enseignement n'est que la mesure la plus caricaturale

politique globale de pédagogie au rabais, incluant le plan licence, les préconisations du rapport Jolion sur l'avenir des masters et le projet de contrat doctoral. De même, nous devons porter collectivement un mouvement revendicatif sur les nécessaires créations de postes dans l'ensemble de l'éducation. En outre, ne négligeons pas que les personnels IATOS sont également largement touchés par les réformes en cours, avec notamment la LOLF (loi organique relatives aux finances) et la fongibilité asymétrique, mais aussi le fait que les présidents d'université ont la haute main sur le recrutement et le licenciement des personnels.

La journée du 29 et sa réussite montre bien que seule des revendications intercatégorielles et interprofessionnelles permettent de résister à un gouvernement libéral et réactionnaire qui détruit peu à peu l'ensemble nos acquis sociaux.

Pour cela, il nous faut construire un mouvement collectif et démocratique. Au niveau local, nous devons appeler à des assemblées générales regroupant réellement l'ensemble des composantes de la communauté universitaire, afin de construire par la base une coordination nationale universitaire et d'en faire l'expression légitime et souveraine des étudiants et des personnels enseignant et IATOS en lutte contre la privatisation de nos universités et de nos organismes de recherche.

Pour le faire reculer, organisons ensemble la convergence des luttes en AG :

- **par la grève reconductible** (des préavis couvrent les personnels de l'enseignement supérieur et des EPST), et **la solidarité concrète entre agents** en créant des caisses de grève.
- **par le blocage administratif** : refus de participer aux expertises (ANR et l'AERES), la rétention des notes à l'université, des bilans d'activité dans les labos, la démission des responsabilités...

Mastérisation des concours ou la destruction du métier d'enseignant

La réforme de la mastérisation des concours et métiers de l'enseignement est totalement inacceptable puisqu'elle détruit définitivement le statut de professeur des écoles et de professeur du second degré en tant que fonctionnaires d'Etat. Elle accentue les pressions locales et censure toute liberté pédagogique et scientifique indispensable à la qualité de l'enseignement. En outre, cette réforme participe à la précarisation et à l'accentuation de la logique concurrentielle au quotidien des personnels de l'Education nationale, situation que les syndicats de Solidaires dénonce depuis des années. Enfin, la négation de toute mixité sociale, idée qui sous-tend ce texte, représente pour nous un projet dangereux pour toute société moderne.

